



CONSEIL COMMUNAL DU 15 OCTOBRE 2026
GEMEENTERAAD VAN 15 OKTOBER 2026

NOTES EXPLICATIVES COMPLÉMENTAIRES
AANVULLENDE TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 20:15
Opening van de zitting om 20:15

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Affaires Générales - Algemene Zaken

12 M. Leleux - Groupe OpenMR - Interpellation concernant la portée du jugement du tribunal de police de Wavre sur la justification juridique jusqu'ici invoquée par le collège pour refuser le paiement en espèces dans le stationnement payant géré par parking.brussels. (Complémentaire)

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation de M. Leleux, du groupe OpenMR ;

Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Échevins, Mesdames et Messieurs les Conseillers,

Deux étapes ont marqué ce dossier. Lors du premier conseil de septembre, j'ai déposé une motion sur l'absence de paiement en espèces aux horodateurs : la réponse que l'échevin nous a donnée, venant de parking.brussels, justifiait le refus du liquide par l'article VI.75, § 1er, du Code de droit économique — dont je reparlerai —, l'absence d'employé derrière chaque horodateur dispensant, selon cette lecture, d'accepter le liquide sur la voirie.

Lors du deuxième conseil de septembre, j'ai ensuite interpellé le Collège sur le refus du liquide au guichet même de l'agence parking.brussels, où un employé est physiquement présent. Cette fois, la réponse du service juridique de l'agence n'était toujours pas parvenue ; le Collège s'est engagé à me faire suivre « une réponse juridique probante » dès réception.

Or, depuis lors, un élément nouveau et décisif est intervenu : un jugement définitif du tribunal de police de Wavre, rendu public le 21 septembre 2026, qui rejette précisément la justification que le Collège a défendue devant ce conseil.

Je dois d'ailleurs rappeler l'argumentation développée lors de ce deuxième conseil. Faute de réponse du service juridique de parking.brussels, l'échevin se fondait sur sa propre analyse pour estimer que payer son stationnement en rue et payer une carte de riverain ou de stationnement à l'agence sont deux choses différentes — le refus du liquide au guichet de l'agence ne poserait donc, selon lui, pas la même question que celui des horodateurs.

Je maintiens que non : c'est la même loi du 9 février 2024, modifiant l'article VI.75, § 1er, du Code de droit économique, qui régit les deux situations : « L'entreprise accepte les paiements en espèces du consommateur lorsque le paiement en euros a lieu en présence physique et simultanée du consommateur et de l'entreprise. » Le critère déterminant n'est donc pas la nature

de l'appareil, mais la présence physique et simultanée des deux parties. À la voirie, faute de présence d'un représentant de l'entreprise, elle dispenserait d'accepter le liquide ; au guichet, où l'employé est physiquement présent face à l'usager, elle impose au contraire son acceptation — et refuser le liquide au guichet constitue une infraction. Une loi ne s'applique pas uniquement quand elle est à votre avantage ; elle s'applique aussi quand elle vous dérange.

Le jugement de Wavre : la même thèse, plaidée et perdue

Une société privée d'exploitation du stationnement payant — Indigo Belgium, délégataire de la Ville de Wavre — poursuivait un automobiliste de 448,90 euros pour un stationnement initial de 1 euro, les deux horodateurs du parking refusant les pièces de monnaie. Le délégataire soutenait — exactement l'argument qui m'a été opposé — qu'en cas de problème, l'usager est tenu de recourir à un mode de paiement alternatif (SMS, application mobile 4411).

Le tribunal, présidé par Nathalie Cooremans, l'a rejeté en ces termes :

« On ne saurait raisonnablement exiger d'un usager, matériellement empêché de payer en espèces suite à une panne d'appareil et ne disposant pas de sa carte bancaire, qu'il recoure à des modes de paiement numériques. Rien n'oblige un usager d'être porteur d'une carte de banque ni d'un smartphone ni d'un GSM. Il a agi de manière adéquate. »

Et il a condamné l'exploitant à une indemnité de procédure de 300 euros (majorée de 50 euros de droit de mise au rôle) pour « mauvaise foi », au motif qu'il avait « sciemment lancé une procédure judiciaire en persistant à nier une panne matérielle pourtant confirmée par les autorités communales ».

Ce jugement est définitif : pas d'appel possible vu les montants, et le délai de pourvoi en cassation est dépassé. Il s'inscrit dans un cadre constant : l'article 27.3.1.2° du Code de la route (« lorsque le parcomètre ou l'horodateur est hors d'usage, le disque de stationnement doit être employé ») et la Cour de cassation (19 novembre 1954, Pas., 1954, I, 253), qui subordonne toute redevance de stationnement à une contreprestation effective de l'autorité.

Pourquoi ce jugement nous concerne directement

Il est vrai que le jugement de Wavre a été rendu à l'égard d'un délégataire privé et qu'il ne lie pas parking.brussels, organisme public soumis à l'ordonnance du 6 juillet 2022. Mais le raisonnement du tribunal portait sur une question commune aux deux situations : l'usager peut-il se voir imposer un mode de paiement numérique ? Et si la réponse est négative face à un opérateur privé, elle l'est a fortiori face à un service public, lequel est tenu à des obligations plus strictes : égalité des usagers devant le service public, continuité de celui-ci, et exigence d'une contre-prestation effective (Cass., 19 novembre 1954) qui pèse précisément sur l'autorité qui établit la redevance. Un organisme public ne peut pas garantir *moins* d'accessibilité au paiement qu'un opérateur privé.

À Wavre, le délégataire a perdu parce que l'usager était matériellement dans l'impossibilité de payer et que rien ne l'obligeait à détenir un moyen de paiement numérique. Or, à Ganshoren, les horodateurs déployés depuis le 2 février 2026 sont d'emblée sans monnayeur : tout usager sans carte bancaire ni smartphone se trouve, en permanence — et non par accident ou panne de l'horodateur — dans la situation de l'automobiliste de Wavre.

Il faut par ailleurs souligner une faiblesse d'information de l'usager : les totems installés sur la voirie ganshorenoise ne constituent pas un moyen de paiement, mais uniquement un support d'information. Or ni les heures de contrôle, ni le tarif horaire, ni le montant de la redevance

forfaitaire encourue en cas de non-paiement n'y sont apparemment indiqués. Et une redevance forfaitaire ne peut être valablement opposée à l'utilisateur que s'il a pu connaître les modalités du stationnement payant — ce qui n'est pas le cas lorsque ni le totem ni l'horodateur ne les mentionnent.

Cette faiblesse d'information n'est pas le seul travers du dispositif. Car parking.brussels dispose, depuis le 1er janvier 2024, du recouvrement par contrainte (art. 137bis de la Nouvelle loi communale ; art. 17 de l'ordonnance du 6 juillet 2022) : ce titre exécutoire, établi sans passage devant un juge et signifié par huissier, permet les mesures d'exécution forcée. Mais ce mécanisme n'est ouvert que pour des dettes définitives, certaines et non contestées. Dès que l'utilisateur exprime son désaccord, la voie de la contrainte se ferme et l'agence doit s'adresser au tribunal de police — où le raisonnement de Wavre, transposé à un service public, s'appliquerait *a fortiori*.

Il en résulte une situation paradoxale pour les utilisateurs ganshorenois sans moyen de paiement numérique. S'ils contestent, ils gagneront : leur impossibilité matérielle de payer, consacrée par le jugement de Wavre, rend leur défense quasi imparable devant le juge. Mais s'ils ne disent rien, la contrainte s'abat sur eux sans passage devant aucun juge. Le système ne fonctionne donc que contre les silencieux. Or ce sont précisément les personnes les moins à même de contester en temps utile — aînés non connectés, utilisateurs non bancarisés — qui se taisent, faute d'information, et ne découvrent leur dette qu'au stade du rappel ou de l'huissier. Chaque poursuite engagée à l'encontre de ces utilisateurs expose ainsi l'agence soit à un abandon de la procédure si l'utilisateur se défend, soit à un second contentieux du type de Wavre, frais et indemnité de procédure compris.

Mes demandes

Par la présente interpellation, je demande :

1. Le Collège reconnaîtra-t-il que le raisonnement du jugement de Wavre — définitif — réfute la justification juridique invoquée dans la réponse à ma motion (« pas d'employé derrière chaque horodateur ») et à ma précédente interpellation, et s'applique *a fortiori* à un organisme public tenu au principe d'égalité des utilisateurs devant le service public ? Le cas échéant, sur quelle base distincte maintient-il sa position ?
2. Le Collège acceptera-t-il de joindre ce jugement à son courriel au service juridique de parking.brussels, dont la réponse — « probante » — est toujours attendue, et de me communiquer celle-ci dès réception, comme promis ?
3. Le Collège fera-t-il de ce jugement un point inscrit à l'ordre du jour du prochain comité d'accompagnement avec parking.brussels ?
4. Depuis le 2 février 2026, parking.brussels a-t-il apposé des redevances forfaitaires à des utilisateurs qui, faute de monnayeur, de carte bancaire ou de smartphone, étaient matériellement dans l'impossibilité de payer ? Ces redevances ont-elles fait l'objet de rappels ou de contraintes, et le Collège demandera-t-il leur annulation systématique dans ces hypothèses ?
5. Les totems installés sur la voirie ne sont pas un moyen de paiement et, à ma connaissance, n'indiquent ni les heures de contrôle, ni le tarif horaire, ni le montant de la redevance forfaitaire. Si parking.brussels l'a déjà reconnu, le Collège peut-il me le confirmer par écrit ? À défaut, demande-t-il à l'agence de compléter ces totems avec ces mentions essentielles ?

6. Au regard de l'article VI.75, § 1er, du Code de droit économique : le Collège reconnaît-il que le refus des espèces au guichet de l'agence parking.brussels — où un paiement a lieu en présence physique et simultanée du consommateur et d'un employé — constitue une infraction à la loi du 9 février 2024 ? Quelles mesures entend-il prendre pour que le paiement en espèces soit accepté partout où son encaissement est matériellement possible, y compris au guichet de l'agence ?
7. Enfin, je prends bonne note des voies de contestation indiquées dans la réponse du Collège : par téléphone (02 563 39 00) et, à venir, en permanence. Dans les faits, cependant, l'usager qui appelle s'expose à de longues attentes et à des renvois de service en service, sans jamais obtenir de réponse. Et même quand la contestation parvient à l'agence, parking.brussels ne l'accepte pas et poursuit la procédure : l'huissier continue de signifier, alors qu'une dette contestée ne peut plus être recouvrée par contrainte — dès lors, seule la voie judiciaire reste ouverte à l'agence, qui doit citer l'usager devant le tribunal de police et interrompre la procédure d'huissier. Qu'entend faire la Commune face à ce manquement aux règles qui régissent pourtant sa propre agence ? Je demande donc que ces modalités de contestation soient réellement opérationnelles et confirmées par écrit, qu'une contestation interrompe immédiatement la procédure de contrainte, et qu'elles soient portées à la connaissance des usagers sur les redevances elles-mêmes, les totems et le site de parking.brussels — afin que les personnes non connectées ne découvrent leur dette qu'au stade du rappel ou de l'huissier.

Dhr Leleux - OpenMR fractie - Interpellatie over de draagwijdte van het vonnis van de politierechtbank van Waver en de juridische rechtvaardiging die het college tot dusver heeft aangevoerd om contante betalingen te weigeren voor het betalend parkeren dat door parking.brussels wordt beheerd. (Aanvullend)

DE RAAD,

Neemt kennis van de interpellatie van de heer Leleux, van de OpenMR-fractie.

Mijnheer de Burgemeester, Dames en heren Schepenen, Dames en heren Gemeenteraadsleden,

Twee momenten hebben dit dossier gekenmerkt.

Tijdens de eerste gemeenteraad van september heb ik een motie ingediend over het ontbreken van de mogelijkheid om contant te betalen aan de parkeerautomaten. In het antwoord dat de schepenen ons bezorgde op basis van informatie van parking.brussels, werd de weigering van contant geld gerechtvaardigd op grond van artikel VI.75, § 1, van het Wetboek van economisch recht — waarop ik later terugkom. Volgens die interpretatie zou het ontbreken van een personeelslid bij elke parkeerautomaat de verplichting opheffen om contante betalingen te aanvaarden op de openbare weg.

Tijdens de tweede gemeenteraad van september heb ik het college vervolgens geïnterpelleerd over de weigering van contante betalingen aan het loket van het agentschap parking.brussels zelf, waar fysiek een personeelslid aanwezig is. Op dat moment was het antwoord van de juridische dienst van het agentschap nog steeds niet aangekomen. Het college heeft zich ertoe verbonden mij een « juridisch overtuigend antwoord » te bezorgen zodra het ontvangen zou zijn.

Sindsdien heeft zich echter een nieuw en doorslaggevend element voorgedaan: een definitief vonnis van de politierechtbank van Waver, dat op 21 september 2026 openbaar werd gemaakt en dat precies de rechtvaardiging verwerpt die het college voor deze gemeenteraad heeft verdedigd.

Ik moet overigens herinneren aan de argumentatie die tijdens die tweede gemeenteraad werd ontwikkeld. Bij gebrek aan een antwoord van de juridische dienst van parking.brussels baseerde de schepen zich op zijn eigen analyse om te stellen dat het betalen van parkeergeld op straat en het betalen van een bewonerskaart of parkeerkaart aan het loket van het agentschap twee verschillende zaken zijn. Volgens hem zou de weigering van contant geld aan het loket van het agentschap dus niet dezelfde vraag oproepen als de weigering aan de parkeerautomaten.

Ik blijf erbij dat dit niet klopt: dezelfde wet van 9 februari 2024, die artikel VI.75, § 1, van het Wetboek van economisch recht wijzigt, is op beide situaties van toepassing:

« De onderneming aanvaardt contante betalingen van de consument wanneer de betaling in euro plaatsvindt in de fysieke en gelijktijdige aanwezigheid van de consument en de onderneming. »

Het doorslaggevende criterium is dus niet de aard van het toestel, maar de fysieke en gelijktijdige aanwezigheid van beide partijen. Op straat zou het ontbreken van een vertegenwoordiger van de onderneming de verplichting om contant geld te aanvaarden opheffen. Aan het loket, waar een personeelslid fysiek aanwezig is tegenover de gebruiker, verplicht de wet daarentegen tot aanvaarding van contante betalingen. Het weigeren van contant geld aan het loket vormt dan ook een inbreuk.

Een wet geldt niet alleen wanneer ze in uw voordeel is. Ze geldt ook wanneer ze u niet goed uitkomt.

Het vonnis van Waver: hetzelfde argument werd aangevoerd en verworpen

Een private onderneming die betalend parkeren uitbaat — Indigo Belgium, concessiehouder van de stad Waver — vorderde 448,90 euro van een automobilist voor een oorspronkelijke parkeerkost van 1 euro. De twee parkeerautomaten op de parking aanvaardden geen muntstukken.

De concessiehouder voerde — precies hetzelfde argument dat mij werd tegengeworpen — aan dat de gebruiker bij een probleem verplicht is een alternatieve betaalmethode te gebruiken, zoals sms of de mobiele applicatie 4411.

De rechtbank, voorgezeten door Nathalie Cooremans, verwierp dit argument met de volgende bewoordingen:

« Men kan redelijkerwijs niet eisen dat een gebruiker die materieel verhinderd is om contant te betalen wegens een defect toestel en die niet over een bankkaart beschikt, zijn toevlucht neemt tot digitale betaalmethoden. Niemand is verplicht een bankkaart, smartphone of gsm bij zich te hebben. Hij heeft correct gehandeld. »

De rechtbank veroordeelde de uitbater bovendien tot betaling van een rechtsplegingsvergoeding van 300 euro, vermeerderd met 50 euro rolrecht, wegens « kwade trouw ». De reden daarvoor was dat de uitbater « bewust een gerechtelijke procedure had ingesteld en daarbij bleef ontkennen dat er sprake was van een materieel defect, hoewel dit door de gemeentelijke autoriteiten was bevestigd ».

Dit vonnis is definitief: beroep is niet mogelijk gezien de betrokken bedragen en de termijn om cassatieberoep in te stellen is verstreken.

Het vonnis past binnen een vaste juridische context: artikel 27.3.1.2° van de Wegcode (« wanneer de parkeermeter of parkeerautomaat buiten gebruik is, moet de parkeerschijf worden gebruikt ») en het Hof van Cassatie (19 november 1954, Pas., 1954, I, 253), dat bepaalt dat elke parkeerretributie afhankelijk is van een daadwerkelijke tegenprestatie door de overheid.

Waarom dit vonnis ons rechtstreeks aanbelangt

Het klopt dat het vonnis van Waver werd uitgesproken ten aanzien van een private concessiehouder en dat het niet bindend is voor parking.brussels, een openbare instelling die onderworpen is aan de ordonnantie van 6 juli 2022.

De redenering van de rechtbank had echter betrekking op een vraag die beide situaties gemeen hebben: kan een gebruiker worden verplicht een digitale betaalmethode te gebruiken?

Als het antwoord negatief is tegenover een private uitbater, geldt dat des te meer tegenover een openbare dienst, die aan strengere verplichtingen onderworpen is: gelijkheid van de gebruikers van de openbare dienst, continuïteit van de openbare dienst en de verplichting tot een daadwerkelijke tegenprestatie (Cass., 19 november 1954), die precies rust op de overheid die de retributie oplegt.

Een openbare instelling mag niet minder toegankelijke betaalmogelijkheden garanderen dan een private uitbater.

In Waver verloor de concessiehouder de zaak omdat de gebruiker materieel niet in staat was te betalen en niemand verplicht was over een digitale betaalmethode te beschikken.

In Ganshoren bevinden de gebruikers zich echter permanent in dezelfde situatie als de automobilist in Waver. De parkeerautomaten die sinds 2 februari 2026 werden geplaatst, beschikken van meet af aan niet over een muntinworp. Iedereen die geen bankkaart of smartphone heeft, kan dus niet betalen. Het gaat hier niet om een toevallig defect of een tijdelijke storing van de parkeerautomaat, maar om een permanente situatie.

Daarnaast moet worden gewezen op een tekortkoming in de informatieverstrekking aan de gebruiker. De informatiezuilen die op de openbare weg in Ganshoren zijn geplaatst, vormen geen betaalmiddel, maar dienen uitsluitend als informatiedrager.

Blijkbaar vermelden ze noch de controle-uren, noch het uurtarief, noch het bedrag van de forfaitaire retributie die bij niet-betaling verschuldigd is.

Een forfaitaire retributie kan echter alleen rechtsgeldig aan een gebruiker worden tegengeworpen als die gebruiker kennis heeft kunnen nemen van de voorwaarden van het betalend parkeren. Dat is niet het geval wanneer noch de informatiezuil, noch de parkeerautomaat die voorwaarden vermeldt.

Deze gebrekkige informatieverstrekking is niet het enige probleem van het systeem.

Sinds 1 januari 2024 beschikt parking.brussels namelijk over de mogelijkheid om schulden in te vorderen via een dwangbevel (artikel 137bis van de Nieuwe Gemeentewet; artikel 17 van de ordonnantie van 6 juli 2022). Deze uitvoerbare titel wordt opgesteld zonder tussenkomst van een rechter en betekend door een gerechtsdeurwaarder, waarna gedwongen uitvoeringsmaatregelen mogelijk zijn.

Dit mechanisme is echter uitsluitend toegestaan voor schulden die definitief, vaststaand en niet betwist zijn.

Zodra de gebruiker zijn onenigheid kenbaar maakt, kan de weg van het dwangbevel niet langer worden gevolgd en moet het agentschap zich tot de politierechtbank wenden. Daar zou de redenering uit Waver, toegepast op een openbare dienst, des te meer van toepassing zijn.

Dit leidt tot een paradoxale situatie voor de inwoners van Ganshoren die niet over een digitale betaalmethode beschikken.

Als zij de retributie betwisten, zullen zij hun zaak winnen: hun materiële onmogelijkheid om te betalen, zoals bevestigd door het vonnis van Waver, maakt hun verweer voor de rechter bijzonder sterk.

Maar als zij niets zeggen, wordt het dwangbevel tegen hen ingezet zonder dat er een rechter aan te pas komt.

Het systeem werkt dus alleen tegen wie zwijgt.

En dat zijn precies de mensen die het minst in staat zijn om tijdig bezwaar aan te tekenen: ouderen die niet digitaal verbonden zijn en mensen zonder bankrekening. Zij blijven stil, onder meer door een gebrek aan informatie, en ontdekken hun schuld pas wanneer zij een betalingsherinnering of een betekening van een gerechtsdeurwaarder ontvangen.

Elke procedure die tegen dergelijke gebruikers wordt ingesteld, stelt het agentschap dan ook bloot aan twee mogelijke gevolgen: ofwel moet de procedure worden stopgezet zodra de gebruiker zich verdedigt, ofwel volgt een tweede gerechtelijke procedure naar het voorbeeld van Waver, met inbegrip van gerechtskosten en een rechtsplegingsvergoeding.

Mijn verzoeken

Met deze interpellatie stel ik de volgende vragen.

1. Zal het college erkennen dat de redenering van het definitieve vonnis van Waver de juridische rechtvaardiging weerlegt die werd aangevoerd in het antwoord op mijn motie (« er staat niet bij elke parkeerautomaat een personeelslid ») en tijdens mijn vorige interpellatie? Zal het college erkennen dat deze redenering des te meer geldt voor een openbare instelling die gebonden is aan het beginsel van gelijkheid van de gebruikers van de openbare dienst? Indien het college zijn standpunt handhaaft, op welke afzonderlijke rechtsgrond baseert het die beslissing dan?
2. Zal het college ermee instemmen dit vonnis toe te voegen aan zijn e-mail aan de juridische dienst van parking.brussels, waarvan het « overtuigende » antwoord nog steeds wordt verwacht? Zal het college mij dat antwoord bezorgen zodra het ontvangen is, zoals beloofd?
3. Zal het college ervoor zorgen dat dit vonnis wordt opgenomen op de agenda van de volgende begeleidingscommissie met parking.brussels?
4. Heeft parking.brussels sinds 2 februari 2026 forfaitaire retributies opgelegd aan gebruikers die materieel niet in staat waren te betalen wegens het ontbreken van een muntinworp, een bankkaart of een smartphone? Hebben deze retributies aanleiding gegeven tot betalingsherinneringen of dwangbevelen? Zal het college vragen om dergelijke retributies in deze gevallen systematisch te annuleren?
5. De informatiezuilen op de openbare weg zijn geen betaalmiddel en vermelden, voor zover ik weet, noch de controle-uren, noch het uurtarief, noch het bedrag van de forfaitaire retributie. Indien parking.brussels dit reeds heeft erkend, kan het college mij dat dan schriftelijk bevestigen? Zo niet, zal het college het agentschap vragen deze informatiezuilen aan te vullen met deze essentiële vermeldingen?
6. Erkent het college, gelet op artikel VI.75, § 1, van het Wetboek van economisch recht,

dat de weigering van contante betalingen aan het loket van parking.brussels — waar de betaling plaatsvindt in de fysieke en gelijktijdige aanwezigheid van de consument en een personeelslid — een inbreuk vormt op de wet van 9 februari 2024? Welke maatregelen is het college van plan te nemen om ervoor te zorgen dat contante betalingen overal worden aanvaard waar de inning ervan materieel mogelijk is, met inbegrip van het loket van het agentschap?

7. Tot slot neem ik akte van de mogelijkheden om bezwaar aan te tekenen die het college in zijn antwoord heeft vermeld: telefonisch via 02 563 39 00 en, in de toekomst, tijdens een permanentie. In de praktijk wordt de gebruiker die belt echter geconfronteerd met lange wachttijden en doorverwijzingen van de ene dienst naar de andere, zonder ooit een antwoord te krijgen. Zelfs wanneer het bezwaar het agentschap bereikt, aanvaardt parking.brussels het niet en zet het de procedure voort. De gerechtsdeurwaarder blijft betekeningen uitvoeren, hoewel een betwiste schuld niet langer via een dwangbevel kan worden ingevorderd. In dat geval blijft voor het agentschap alleen de gerechtelijke weg open: het moet de gebruiker dagvaarden voor de politierechtbank en de procedure via de gerechtsdeurwaarder stopzetten. Wat is de gemeente van plan te ondernemen tegenover deze niet-naleving van de regels waaraan haar eigen agentschap nochtans onderworpen is? Ik vraag daarom dat de procedures om bezwaar aan te tekenen daadwerkelijk operationeel worden gemaakt en schriftelijk worden bevestigd, dat elk bezwaar onmiddellijk leidt tot de opschorting van de procedure via het dwangbevel en dat deze mogelijkheden duidelijk worden meegedeeld aan de gebruikers via de retributies zelf, de informatiezuilen en de website van parking.brussels. Zo kunnen mensen die niet digitaal verbonden zijn vermijden dat zij pas bij een betalingsherinnering of een betekening door een gerechtsdeurwaarder ontdekken dat zij een schuld hebben.

13 **Mme Ciufu - Groupe OpenMR - Question orale concernant le bilan de l'organisation du marché annuel de Ganshoren 2026 (Complémentaire)**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de la question orale de Mme Ciufu du groupe OpenMR ;

Le marché annuel de notre commune est un moment important de la vie locale, et une occasion privilégiée pour de nombreux habitants de la commune et en-dehors, de se retrouver, échanger, rencontrer leurs élus, dénicher de bonnes affaires ou partager d'agréables moments entre amis ou en famille,... C'est aussi un rendez-vous que plusieurs exposants et participants attendent impatiemment toute l'année. L'organisation d'un tel événement mobilise nécessairement des moyens humains, matériels et financiers importants. Le succès de chaque édition est, en outre, dépendant, entre-autres, de l'organisation des éditions précédentes, qui tendra à encourager, ou non, exposants et participants à réitérer l'expérience. Il nous semble dès lors utile d'établir, *ex-post*, un bilan de ce qui a fonctionné et des éventuelles difficultés rencontrées, afin d'améliorer encore la formule proposée aux Ganshorenois.

C'est dans cet objectif que nous adressons les questions suivantes au Collège :

1. A l'issue de l'édition de septembre 2026, quel bilan le Collège tire-t-il du marché annuel ? Plus précisément, parmi les différents aspects organisationnels (animations et attractions, répartition géographique du marché, réservations et attribution des emplacements, logistique, communication, sécurité, encadrement, etc.) :
 - a. Quels sont les éléments qui ont bien fonctionné et qui seront retenus pour les prochaines éditions ?
 - b. Quels sont les éléments qui pourraient être améliorés ? Quelles ont été les difficultés rencontrées et quelles solutions pourraient être envisagées ?
2. Des retours ont-ils été recueillis auprès des exposants, forains, commerçants, associations et services communaux ? Si oui, quels sont les principaux enseignements qui en ressortent ?
3. En particulier, pourriez-vous évaluer le nouveau système de réservation des emplacements ?
4. Le solde fonctionnel de l'événement (tenant compte notamment des recettes liées aux emplacements et éventuelles autres recettes, ainsi que des différents coûts tels que la commission de la plateforme de réservation, le coût lié au maintien de la propreté et de la sécurité, le coût des prestataires, ...) est-il conforme au budget prévu ? Si d'importants écarts sont constatés, pourriez-vous préciser l'ampleur et les principales raisons ?

Mw Ciufu – OpenMR fractie – Mondelinge vraag over de evaluatie van de organisatie van de jaarmarkt van Ganshoren 2026 (Aanvullend)

DE RAAD,

Neemt kennis van de mondelinge vraag van de Mw Ciufu van de OpenMR fractie;

De jaarmarkt van onze gemeente is een belangrijk moment in het lokale leven en een uitgelezen gelegenheid voor tal van inwoners van de gemeente en daarbuiten om elkaar terug te zien, ervaringen uit te wisselen, hun verkozen vertegenwoordigers te ontmoeten, koopjes te doen of aangename momenten te delen met vrienden en familie. Het is bovendien een afspraak waar verschillende standhouders en deelnemers het hele jaar ongeduldig naar uitkijken.

De organisatie van een dergelijk evenement vereist noodzakelijkerwijs aanzienlijke personele, materiële en financiële middelen. Het succes van elke editie hangt bovendien onder meer af van de organisatie van de voorgaande edities, die standhouders en deelnemers al dan niet zal aanmoedigen om opnieuw deel te nemen.

Het lijkt ons dan ook nuttig om achteraf een evaluatie op te maken van wat goed is verlopen en van de eventuele moeilijkheden die zich hebben voorgedaan, teneinde het aanbod voor de Ganshorenaren verder te verbeteren.

In dat kader richten wij de volgende vragen aan het College:

1. Welke balans maakt het College op van de jaarmarkt na afloop van de editie van september 2026? Meer bepaald, wat de verschillende organisatorische aspecten betreft (animatie en attracties, geografische spreiding van de markt, reservatie en toewijzing van standplaatsen,

logistiek, communicatie, veiligheid, begeleiding enzovoort):

- a. Welke elementen hebben goed gefunctioneerd en zullen behouden blijven voor de volgende edities?
 - b. Welke elementen kunnen worden verbeterd? Welke moeilijkheden hebben zich voorgedaan en welke oplossingen kunnen hiervoor worden overwogen?
2. Werden er reacties of feedback verzameld bij de standhouders, foorkramers, handelaars, verenigingen en gemeentelijke diensten? Zo ja, wat zijn de belangrijkste lessen die hieruit kunnen worden getrokken?
 3. Kunt u in het bijzonder het nieuwe systeem voor de reservatie van standplaatsen evalueren?
 4. Is het financiële resultaat van het evenement — rekening houdend met onder meer de inkomsten uit de standplaatsen en eventuele andere ontvangsten, alsook met de verschillende kosten, zoals de commissie voor het reserveringsplatform, de kosten voor het behoud van de netheid en de veiligheid, de kosten van de dienstverleners enzovoort — in overeenstemming met het vooropgestelde budget? Indien er aanzienlijke afwijkingen worden vastgesteld, kunt u dan de omvang ervan en de voornaamste oorzaken toelichten?

14 **M. Beaumont - Groupe OpenMR - Question orale relative à l'enquête sur les Seniors.**
(Complémentaire)

LE CONSEIL,

Prend connaissance de la question orale de M. Beaumont du groupe OpenMR ;

Cher Collège des Bourgmestre et Échevins,

Chères et chers membres du Conseil Communal,

Chers Seniors,

Le 18 décembre 2025, j'avais déposé une motion au Conseil Communal proposant la création d'un Conseil Consultatif Communal des Aînés. Dans cette motion, je faisais notamment référence à la nécessité de créer et de faire compléter une enquête auprès des Seniors, comme inscrit dans la Note de Politique Générale, afin de mieux comprendre les besoins et attentes des Seniors ganshorenois. Cette enquête a été créée, la communication faisant la promotion de cette enquête a été réalisée, et, en fin de compte, le 20 septembre, l'enquête a été clôturée.

Suite à la passation de l'enquête, des personnes intéressées de répondre à celle-ci m'ont contacté afin de poser des questions ou d'effectuer quelques remarques à ce sujet. Parmi ces remarques, nous pouvons retrouver les suivantes que je cite : « L'enquête sur les seniors qui

vient de se terminer me laisse une impression d'improvisation et je me demande comment évaluer la représentativité de cet exercice. N'aurait-il pas été possible de contacter par courrier les habitants appartenant aux classes d'âge concernées pour les informer de l'enquête en cours et leur offrir plusieurs possibilités de la remplir (en ligne, envoi par mail ...)? ». Ou encore je cite : « un fort aimable monsieur [du service Troisième âge] m'a répondu qu'effectivement l'équipement informatique de la commune ne permettait ni de remplir le questionnaire en ligne (ce qui est déjà surprenant) ni d'envoyer une réponse par mail ce qui me semble incompréhensible ».

Ainsi, j'aimerais vous poser les questions suivantes :

1. Combien de personnes ont-elles répondues à cette enquête ? Quelle proportion des personnes de 60 ans et plus vivant à Ganshoren ont répondu à cette enquête ?
2. Concernant la question 1 du questionnaire, quelle est la proportion de personnes ayant 60-70 ans, 70-80 ans, et 80 ans et + ?
3. Concernant la question 2a du questionnaire, quelle est la proportion de répondants participant à des activités ou associations locales ?
4. Concernant la question 2b du questionnaire « Vous sentez-vous suffisamment écouté(e) par la commune ? », quelle est la proportion de répondants ayant répondu « oui », « plutôt oui », « plutôt non », « non » ?
5. Concernant la question 2b du questionnaire « Pensez-vous que les besoins des seniors sont suffisamment pris en compte dans la commune ? », quelle est la proportion de répondants ayant répondu « oui », « plutôt oui », « plutôt non », « non » ?
6. Concernant la question 3a, quelles sont les réponses apparaissant le plus à la question : « quels sont les problèmes ou difficultés que rencontrent le plus les seniors dans la commune ? » ?
7. Concernant la question 3b, quelles sont les réponses apparaissant le plus à la question : « Quels sujets devraient être traités en priorité ? » ?
8. Concernant la question 3c, quelles sont les réponses apparaissant le plus à la question : « Avez-vous des idées ou des suggestions pour améliorer la vie des seniors dans la commune ? » ?
9. Concernant la question 4b sur le Conseil Consultatif des Aînés : « Un CCA serait-il utile dans votre commune ? » quelle est la proportion de répondants ayant répondu « oui », et « non » ?
10. Concernant la question 4c : « Si oui, est-ce que vous vous y investiriez ? » quelle est la proportion de répondants étant favorable, et défavorable ?
11. Concernant la question 4d : « Si oui, seriez-vous intéressé pour le mettre en place ? » quelle est la proportion de répondants étant intéressés à s'engager ?
12. Combien de répondants ont accepté d'être contacté dans le cadre de la création du Conseil Consultatif des Aînés ?
13. Concernant la question 5a : « Comment jugez-vous votre qualité de vie dans la commune ? », quelle est la proportion de réponses « Très bonne », « Bonne », « Moyenne », « Mauvaise », « Très mauvaise » ?

« Mauvaise » ?

14. Concernant la question 5b : « Vous sentez-vous en sécurité dans votre quartier ? », quelle est la proportion de réponses « Toujours », « Souvent », « Rarement », « Jamais » ?
15. Concernant la question 6c quelle est la proportion de répondants ayant des difficultés avec internet ou un ordinateur ?
16. Concernant la question 7a : « Vous sentez-vous isolé(e) ? » quelle est la proportion de réponses « Jamais », « Parfois », « Souvent », « Très souvent » ?
17. Concernant la question 8b, quelles sont les activités auxquelles les répondants souhaiteraient participer ?
18. Quels sont les suggestions les plus récurrentes proposées par les répondants ?
19. Quels sont les grands enseignements que vous tirez de cette enquête ?
20. Que pouvez-vous améliorer sur la passation d'enquêtes ?
21. Comment cela se fait-il que l'équipement informatique de la commune ne permette pas de remplir un questionnaire en ligne selon les propos d'un membre du personnel communal rapporté par un citoyen ?
22. À des fins de facilité de compilation de statistiques, et de plus grande souplesse dans les formats de réponses pour les enquêtes réalisées par la commune, ne serait-il pas plus opportun de proposer la possibilité de répondre aux enquêtes via des sites de sondages en ligne comme Google Forms ou d'autres sites équivalents ?
23. En plus des statistiques que vous présentez oralement aujourd'hui, allez-vous fournir un rapport précis et détaillé des résultats de cette enquête au Conseil Communal ? Et dans l'affirmative, quand ?

Dhr Beaumont - OpenMR fractie - Mondelinge vraag betreffende de enquête over de senioren.
(Aanvullend)

DE RAAD,

Neemt kennis van de mondelinge vraag van Dhr Beaumont van de OpenMR fractie:

Geachte College van Burgemeester en Schepenen,

Geachte leden van de Gemeenteraad,

Beste senioren,

Op 18 december 2025 heb ik een motie ingediend bij de Gemeenteraad waarin ik de oprichting van een Gemeentelijke Adviesraad voor Senioren (GAS) voorstelde. In deze motie verwees ik onder meer naar de noodzaak om, zoals opgenomen in de Algemene Beleidsnota, een enquête voor senioren op te stellen en te laten invullen, om de behoeften en verwachtingen van de Ganshorese senioren beter te begrijpen. Deze enquête werd opgesteld, de communicatie ter promotie van de enquête werd verzorgd en uiteindelijk werd de enquête op 20 september afgesloten.

Na afloop van de enquête hebben verschillende personen die eraan wilden deelnemen contact met mij opgenomen om vragen te stellen of opmerkingen te formuleren. Onder deze opmerkingen vinden we onder meer de volgende, die ik citeer: « De enquête over de senioren die onlangs werd afgesloten, geeft mij de indruk dat ze geïmproviseerd is. Ik vraag mij af hoe de representativiteit van deze oefening kan worden beoordeeld. Was het niet mogelijk geweest om de inwoners uit de betrokken leeftijdscategorieën per brief te contacteren, hen te informeren over de lopende enquête en hun verschillende mogelijkheden aan te bieden om deze in te vullen (online, via e-mail enz.)? »

Of nog, ik citeer: « Een bijzonder vriendelijke heer van de dienst Derde Leeftijd antwoordde mij dat de informaticauitrusting van de gemeente inderdaad niet toeliet om de vragenlijst online in te vullen (wat op zich al verrassend is), noch om een antwoord via e-mail te versturen, wat mij onbegrijpelijk lijkt. »

Daarom zou ik u de volgende vragen willen stellen:

1. Hoeveel personen hebben deze enquête ingevuld? Welk percentage van de inwoners van Ganshoren van 60 jaar en ouder heeft aan deze enquête deelgenomen?
2. Wat vraag 1 van de vragenlijst betreft: welk percentage van de respondenten behoort tot de leeftijdscategorieën 60-70 jaar, 70-80 jaar en 80 jaar en ouder?
3. Wat vraag 2a van de vragenlijst betreft: welk percentage van de respondenten neemt deel aan lokale activiteiten of verenigingen?
4. Wat vraag 2b van de vragenlijst betreft, met name de vraag « Voelt u zich voldoende gehoord door de gemeente? »: welk percentage van de respondenten antwoordde « ja », « eerder wel », « eerder niet » en « nee »?
5. Wat vraag 2b van de vragenlijst betreft, met name de vraag « Vindt u dat er binnen de gemeente voldoende rekening wordt gehouden met de behoeften van senioren? »: welk percentage van de respondenten antwoordde « ja », « eerder wel », « eerder niet » en « nee »?
6. Wat vraag 3a betreft: welke antwoorden kwamen het vaakst voor op de vraag « Welke problemen of moeilijkheden ondervinden senioren het vaakst in de gemeente? »?
7. Wat vraag 3b betreft: welke antwoorden kwamen het vaakst voor op de vraag « Welke onderwerpen moeten prioritair worden behandeld? »?
8. Wat vraag 3c betreft: welke antwoorden kwamen het vaakst voor op de vraag « Heeft u ideeën of suggesties om het leven van senioren in de gemeente te verbeteren? »?
9. Wat vraag 4b over de Gemeentelijke Adviesraad voor Senioren betreft, met name de vraag « Zou een GAS nuttig zijn in uw gemeente? »: welk percentage van de respondenten antwoordde « ja » en welk percentage antwoordde « nee »?
10. Wat vraag 4c betreft, met name de vraag « Zo ja, zou u zich hiervoor willen inzetten? »: welk percentage van de respondenten staat hier positief tegenover en welk percentage negatief?
11. Wat vraag 4d betreft, met name de vraag « Zo ja, zou u geïnteresseerd zijn om mee te

werken aan de oprichting ervan? »: welk percentage van de respondenten is geïnteresseerd om zich hiervoor in te zetten?

12. Hoeveel respondenten hebben ermee ingestemd om gecontacteerd te worden in het kader van de oprichting van de Gemeentelijke Adviesraad voor Senioren?
13. Wat vraag 5a betreft, met name de vraag « Hoe beoordeelt u uw levenskwaliteit in de gemeente? »: welk percentage van de respondenten antwoordde « zeer goed », « goed », « gemiddeld » en « slecht »?
14. Wat vraag 5b betreft, met name de vraag « Voelt u zich veilig in uw wijk? »: welk percentage van de respondenten antwoordde « altijd », « vaak », « zelden » en « nooit »?
15. Wat vraag 6c betreft: welk percentage van de respondenten ondervindt moeilijkheden met het internet of met een computer?
16. Wat vraag 7a betreft, met name de vraag « Voelt u zich geïsoleerd? »: welk percentage van de respondenten antwoordde « nooit », « soms », « vaak » en « zeer vaak »?
17. Wat vraag 8b betreft: aan welke activiteiten zouden de respondenten graag deelnemen?
18. Wat zijn de meest terugkerende suggesties die door de respondenten werden geformuleerd?
19. Welke belangrijke conclusies trekt u uit deze enquête?
20. Wat kunt u verbeteren aan de manier waarop enquêtes worden afgenomen?
21. Hoe komt het dat de informaticauitrusting van de gemeente het niet mogelijk maakt om een onlinevragenlijst in te vullen, volgens de verklaring van een personeelslid van de gemeente die door een burger werd overgebracht?
22. Zou het, met het oog op een eenvoudigere verwerking van statistieken en een grotere flexibiliteit in de antwoordmogelijkheden bij enquêtes die door de gemeente worden georganiseerd, niet aangewezen zijn om de mogelijkheid aan te bieden om enquêtes in te vullen via online enquêteplatforms zoals Google Forms of vergelijkbare websites?
23. Zult u, naast de statistieken die u vandaag mondeling toelicht, ook een nauwkeurig en gedetailleerd verslag van de resultaten van deze enquête aan de Gemeenteraad bezorgen? Zo ja, wanneer?

15 M. Beaumont - Groupe OpenMR - Proposition de motion pour la création d'une enquête sur la satisfaction et les préoccupations des ganshorenoises et ganshorenois (Complémentaire)

LE CONSEIL,

Prend connaissance de la proposition de M. Beaumont du groupe OpenMR :

Cher Collège des Bourgmestre et Échevins,

Chères Conseillères Communales, chers Conseillers Communaux,

Dans le cadre de l'action européenne pour la démocratie locale, auparavant appelée semaine européenne de la démocratie locale, notre chère commune de Ganshoren n'a pour l'instant prévu aucune activité en cette année 2026 afin de faire briller notamment la participation citoyenne au travers de cette démocratie locale. Aujourd'hui, je vous propose donc d'y remédier au travers de cette motion au Conseil Communal Ganshorenois.

Le niveau de pouvoir local est souvent interprété comme un type de démocratie étant le plus proche des citoyennes et citoyens, de leurs réalités, de leurs ressentis, de leurs préoccupations et de leurs besoins. Néanmoins, une démocratie représentative peut toujours être améliorée via une intégration citoyenne plus poussée et une prise en compte de leurs réalités non seulement au travers des échéances électorales mais aussi et surtout entre les élections pour garantir une continuité dans cette participation citoyenne.

Ainsi, l'objet de cette motion est de proposer une enquête/sondage annuel tant en format physique qu'en ligne permettant de comprendre de manière plus détaillée et objective les besoins et ressentis des citoyens. Grâce à cela, le Collège se dotera d'un outil non-contraignant permettant d'évaluer les politiques publiques mises en place et de pouvoir orienter de futures actions qui se révèlent importantes pour les ganshorenoises et ganshorenois.

LE CONSEIL,

Considérant que le programme électoral de la Liste du Bourgmestre proposait :

- De présenter, à mi-mandat, « un bilan de la politique menée par la majorité en place aux habitants, afin de les tenir informés » ;
- « La création d'une tribune citoyenne dans le Ganshoren Info » ;
- « De développer des boîtes à idées : afin de recueillir les suggestions des habitants ».

Considérant que le PS + citoyens mentionnait dans son programme électoral : « En renforçant la transparence, en encourageant une participation citoyenne réelle et en respectant les choix des citoyens, nous souhaitons prouver que la politique peut, et doit, être au service de tous. C'est par cette démarche que nous pourrions regagner la confiance des citoyens et rétablir un lien fort entre les habitants et leurs représentants » ;

Considérant que ce même programme électoral PS + citoyens voulait : « Permettre aux citoyens de formuler directement auprès du Conseil communal des propositions réglementaires en les motivant ainsi que des amendements aux projets en cours » ;

Considérant que vos deux partis sont ceux qui dirigent la commune de Ganshoren et qui ont présenté la Note de Politique Générale 2024-2030 ;

Considérant que cette Note de Politique Générale mentionne les éléments suivants :

- « La participation citoyenne doit être encouragée » ;
- « Les outils de démocratie locale doivent être portés à la connaissance de la population, ce qui lui permettra de participer aux débats publics de manière plus concrète et constructive ».

Considérant que cette Note de Politique Générale stipule clairement : « Concrètement, en matière de démocratie locale ou de participation citoyenne, la nouvelle majorité s'engage à organiser, chaque année, une activité qui s'inscrit dans le cadre de la Semaine européenne de la démocratie locale » ;

Considérant que la démocratie locale constitue le premier niveau de participation des citoyens à la vie publique et que les collectivités locales jouent à ce titre un rôle essentiel dans le rapprochement entre les citoyens et les institutions démocratiques ;

Considérant que l'Action européenne pour la démocratie locale coordonnée par le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe, vise à renforcer la démocratie participative au niveau local et à rapprocher les citoyens des processus de décisions qui concernent leur vie quotidienne ;

Considérant que l'Action européenne pour la démocratie locale encourage les communes à inscrire les initiatives de participation citoyenne dans une démarche continue tout au long de l'année, plutôt qu'à les limiter à des actions ponctuelles ;

Considérant que notre commune de Ganshoren peut ainsi contribuer, à son échelle, aux objectifs européens visant à renforcer la participation citoyenne et la démocratie locale ;

Considérant le Règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel ;

Considérant que l'évaluation régulière de la qualité des services publics constitue un outil utile à l'amélioration de l'action communale ;

Considérant que les habitantes et habitants de Ganshoren sont les principaux bénéficiaires des services proposés ou organisés par la commune ;

Considérant qu'il est dès lors pertinent de disposer périodiquement d'une mesure structurée de leur niveau de satisfaction et de leurs attentes à l'égard des différents services et politiques communales ;

Considérant qu'une telle démarche permettrait de compléter les informations dont dispose déjà l'administration communale au moyen d'un indicateur transversal portant sur l'expérience et la perception des habitantes et habitants ;

Considérant qu'une enquête de satisfaction peut notamment permettre d'identifier les points

forts des services communaux, les difficultés rencontrées par les habitants ainsi que les domaines dans lesquels des améliorations pourraient être envisagées ;

Considérant qu'il convient notamment de veiller à ce que les modalités de diffusion de l'enquête permettent de toucher des habitants présentant des profils, des âges, des quartiers et des usages différents des services communaux ;

Considérant qu'il serait utile que l'enquête porte tant sur l'appréciation générale de la commune que sur des thématiques concrètes telles que la propreté, l'entretien de l'espace public, la mobilité, le stationnement, la sécurité et la tranquillité publique, les espaces verts, les infrastructures sportives et culturelles, l'enseignement et l'accueil extrascolaire, les services administratifs, l'information et la communication communale, ainsi que la participation citoyenne ;

Considérant que les résultats de l'enquête devraient être communiqués de manière transparente aux habitants et au Conseil Communal afin de permettre un débat sur les enseignements qui peuvent en être tirés ;

Considérant enfin qu'une répétition périodique de l'enquête permettrait, à terme, de mesurer l'évolution de la satisfaction des habitants et l'impact des mesures prises par la commune.

Le Conseil Communal charge le Collège des Bourgmestre et Échevins :

1. De respecter leur engagement à « organiser, chaque année, une activité qui s'inscrit dans le cadre de la Semaine européenne de la démocratie locale » ;
2. De créer une enquête citoyenne destinée aux ganshorenoises et ganshorenois afin de récolter leurs avis, leurs besoins, et leurs préoccupations de manière objective ;
3. De proposer cette enquête tant sur format papier disponible à la Maison Communale qu'en format en ligne disponible sur le site web de la commune ;
4. D'en faire la publicité sur les réseaux sociaux de la commune ainsi que dans le Ganshoren Info ;
5. De prévoir, parmi les thématiques susceptibles d'être abordées, notamment :
 6. la propreté et l'entretien de l'espace public ;
 7. la mobilité, la circulation et le stationnement ;
 8. la sécurité et la tranquillité publique ;
 9. les espaces verts et l'environnement ;
 - les infrastructures sportives, culturelles et de loisirs ;

- l'enseignement communal et les services liés à l'enfance ;
 - les services administratifs ;
 - l'information et la communication de la commune ;
 - la participation citoyenne ;
 - l'accessibilité des services communaux ;
 - les priorités que les habitants souhaitent voir prises en compte par la commune.
10. De veiller à ce que la formulation des questions soit objective, claire et non orientée, et qu'elle permette, lorsque cela est pertinent, aux habitants de formuler des observations ou propositions complémentaires sous forme d'espace libre ;
 11. De veiller à ce que la réalisation et l'exploitation de l'enquête respectent la législation applicable en matière de protection des données à caractère personnel ; et de publier les résultats sous une forme de rapport général incluant des statistiques ;
 12. De présenter les résultats de l'enquête au Conseil Communal et de les rendre accessibles au public, notamment par l'intermédiaire du site internet communal. La présentation comprendra notamment les principaux résultats, le taux de participation, la méthodologie utilisée et les principales limites éventuelles de l'enquête ;
 13. De respecter le Règlement Général sur la Protection des Données durant tout le long du processus de l'enquête depuis la passation de l'enquête, jusque la création du rapport général et la prise en compte des résultats de l'enquête pour potentiellement orienter l'action publique ;
 14. De faire en sorte que les résultats de l'enquête soient anonymisés ;
 15. De présenter au Conseil communal, sur la base des résultats de l'enquête, les principaux enseignements pouvant être pris en considération dans l'élaboration et l'évaluation des politiques communales ;
 16. De prévoir, sous réserve d'une évaluation de la première édition, la répétition de l'enquête chaque année, ou chaque deux ans tout au plus, afin de permettre une comparaison dans le temps de l'évolution de la satisfaction des habitants, de leurs besoins, et de leurs préoccupations ;
 17. De prendre en compte les résultats de cette enquête dans votre bilan de mi-mandat ainsi que de concrétiser cette proposition de boîte à idées ouverte aux ganshorenoises et ganshorenois.

Dhr Beaumont - OpenMR - fractie - Voorstel van motie voor het opzetten van een enquête over de tevredenheid en de bezorgdheden van de Ganshorenaars. (Aanvullend)

DE GEMEENTERAAD,

Neemt kennis van het voorstel van de heer Beaumont van de groep OpenMR:

Geachte College van Burgemeester en Schepenen,

Geachte Gemeenteraadsleden,

In het kader van de Europese Actie voor Lokale Democratie, voorheen bekend als de Europese Week van de Lokale Democratie, heeft onze geliefde gemeente Ganshoren vooralsnog geen enkele activiteit gepland voor het jaar 2026 om onder meer de burgerparticipatie via deze lokale democratie in de kijker te zetten. Daarom stel ik u vandaag voor om hieraan tegemoet te komen via deze motie in de Ganshorens Gemeenteraad.

Het lokale bestuursniveau wordt vaak beschouwd als de bestuurslaag die het dichtst bij de burgers staat en het meest voeling heeft met hun leefwereld, ervaringen, bezorgdheden en behoeften. Toch kan een representatieve democratie steeds worden verbeterd door burgers nauwer bij het beleid te betrekken en meer rekening te houden met hun leefwereld, niet alleen tijdens de verkiezingen, maar vooral ook tussen de verkiezingen door, om zo een continue burgerparticipatie te waarborgen.

Het doel van deze motie is dan ook voor te stellen om jaarlijks een enquête of bevraging te organiseren, zowel op papier als online, om op een meer gedetailleerde en objectieve manier inzicht te krijgen in de behoeften en ervaringen van de inwoners. Op die manier beschikt het College over een niet-bindend instrument waarmee het de gevoerde beleidsmaatregelen kan evalueren en toekomstige acties kan uitstippelen die belangrijk blijken te zijn voor de inwoners van Ganshoren.

DE RAAD,

Overwegende dat het verkiezingsprogramma van de Lijst van de Burgemeester het volgende voorstelde:

- Om halverwege de bestuursperiode « een stand van zaken van het door de huidige meerderheid gevoerde beleid aan de inwoners voor te leggen, zodat zij op de hoogte blijven »;
- « De oprichting van een burgertribune in Ganshoren Info »;
- « Het ontwikkelen van ideeënbusen om suggesties van de inwoners te verzamelen ».

Overwegende dat PS + citoyens in zijn verkiezingsprogramma het volgende vermeldde: « Door de transparantie te versterken, daadwerkelijke burgerparticipatie aan te moedigen en de keuzes van de burgers te respecteren, willen we aantonen dat politiek ten dienste kan en moet staan van iedereen. Via deze aanpak kunnen we het vertrouwen van de burgers terugwinnen en de band tussen de inwoners en hun vertegenwoordigers opnieuw versterken »;

Overwegende dat hetzelfde verkiezingsprogramma van PS + citoyens het volgende beoogde: «

Burgers de mogelijkheid bieden om rechtstreeks bij de gemeenteraad gemotiveerde reglementsvoorstellen in te dienen, evenals amendementen op lopende projecten »;

Overwegende dat uw beide partijen de gemeente Ganshoren besturen en de Algemene Beleidsnota 2024-2030 hebben voorgesteld;

Overwegende dat deze Algemene Beleidsnota de volgende elementen vermeldt:

- « Burgerparticipatie moet worden aangemoedigd »;
- « De instrumenten van de lokale democratie moeten bij de bevolking bekend worden gemaakt, zodat zij op een concretere en constructievere manier aan openbare debatten kan deelnemen ».

Overwegende dat deze Algemene Beleidsnota uitdrukkelijk bepaalt: « Concreet verbindt de nieuwe meerderheid zich er op het vlak van lokale democratie en burgerparticipatie toe om elk jaar een activiteit te organiseren in het kader van de Europese Week van de Lokale Democratie »;

Overwegende dat lokale democratie het eerste niveau vormt waarop burgers aan het openbare leven kunnen deelnemen en dat lokale besturen bijgevolg een essentiële rol spelen bij het verkleinen van de afstand tussen burgers en democratische instellingen;

Overwegende dat de Europese Actie voor Lokale Democratie, gecoördineerd door het Congres van Lokale en Regionale Overheden van de Raad van Europa, tot doel heeft de participatieve democratie op lokaal niveau te versterken en burgers nauwer te betrekken bij de besluitvormingsprocessen die hun dagelijks leven beïnvloeden;

Overwegende dat de Europese Actie voor Lokale Democratie gemeenten aanmoedigt om initiatieven op het vlak van burgerparticipatie op te nemen in een doorlopend traject gedurende het hele jaar, in plaats van deze te beperken tot eenmalige acties;

Overwegende dat onze gemeente Ganshoren op die manier op haar eigen niveau kan bijdragen aan de Europese doelstellingen om de burgerparticipatie en de lokale democratie te versterken;

Overwegende Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens;

Overwegende dat een regelmatige evaluatie van de kwaliteit van de openbare dienstverlening een nuttig instrument vormt om de gemeentelijke werking te verbeteren;

Overwegende dat de inwoners van Ganshoren de voornaamste begunstigen zijn van de diensten die door de gemeente worden aangeboden of georganiseerd;

Overwegende dat het bijgevolg relevant is om op regelmatige tijdstippen op een gestructureerde manier hun tevredenheid en verwachtingen ten aanzien van de verschillende gemeentelijke

diensten en beleidsmaatregelen in kaart te brengen;

Overwegende dat een dergelijke aanpak de informatie waarover het gemeentebestuur reeds beschikt, kan aanvullen met een overkoepelende indicator die betrekking heeft op de ervaringen en percepties van de inwoners;

Overwegende dat een tevredenheidsenquête onder meer kan helpen om de sterke punten van de gemeentelijke diensten, de moeilijkheden waarmee inwoners worden geconfronteerd en de domeinen waarin verbeteringen mogelijk zijn, in kaart te brengen;

Overwegende dat er in het bijzonder op moet worden toegezien dat de verspreidingsmethoden van de enquête toelaten om inwoners met uiteenlopende profielen, leeftijden, woonwijken en gebruikspatronen van de gemeentelijke diensten te bereiken;

Overwegende dat het nuttig zou zijn om in de enquête zowel de algemene beoordeling van de gemeente als concrete thema's aan bod te laten komen, zoals netheid, onderhoud van de openbare ruimte, mobiliteit, parkeren, veiligheid en openbare rust, groene ruimten, sport- en culturele infrastructuur, onderwijs en buitenschoolse opvang, administratieve diensten, gemeentelijke informatie en communicatie, alsook burgerparticipatie;

Overwegende dat de resultaten van de enquête op transparante wijze aan de inwoners en aan de Gemeenteraad moeten worden megedeeld, zodat een debat mogelijk wordt over de conclusies die eruit kunnen worden getrokken;

Overwegende ten slotte dat het periodiek herhalen van de enquête het op termijn mogelijk zou maken om de evolutie van de tevredenheid van de inwoners en de impact van de door de gemeente genomen maatregelen te meten;

De Gemeenteraad draagt het College van Burgemeester en Schepenen op om:

1. De aangegane verbintenis na te komen om « elk jaar een activiteit te organiseren in het kader van de Europese Week van de Lokale Democratie »;
2. Een burgerenquête op te stellen voor de inwoners van Ganshoren, met als doel hun meningen, behoeften en bezorgdheden op een objectieve manier te verzamelen;
3. Deze enquête zowel op papier beschikbaar te stellen in het Gemeentehuis als online via de website van de gemeente;
4. De enquête bekend te maken via de sociale media van de gemeente en via Ganshoren Info;
5. In de enquête onder meer de volgende thema's op te nemen:
6. Netheid en onderhoud van de openbare ruimte;
7. Mobiliteit, verkeer en parkeren;
8. Veiligheid en openbare rust;
9. Groene ruimten en milieu;
 - Sport-, culturele en vrijetijdsinfrastructuur;

- Gemeentelijk onderwijs en diensten voor kinderen;
 - Administratieve diensten;
 - Informatie en communicatie van de gemeente;
 - Burgerparticipatie;
 - De toegankelijkheid van de gemeentelijke diensten;
 - De prioriteiten waarmee de inwoners rekening willen zien houden door de gemeente.
10. Erop toe te zien dat de vragen objectief, duidelijk en niet-sturend worden geformuleerd en dat inwoners, waar relevant, aanvullende opmerkingen of voorstellen kunnen formuleren via een vrij tekstveld;
 11. Erop toe te zien dat de uitvoering en verwerking van de enquête in overeenstemming zijn met de toepasselijke wetgeving inzake de bescherming van persoonsgegevens, en de resultaten te publiceren in de vorm van een algemeen verslag met statistieken;
 12. De resultaten van de enquête voor te stellen aan de Gemeenteraad en toegankelijk te maken voor het publiek, onder meer via de gemeentelijke website. De voorstelling omvat in het bijzonder de belangrijkste resultaten, de participatiegraad, de gebruikte methodologie en de voornaamste eventuele beperkingen van de enquête;
 13. De Algemene Verordening Gegevensbescherming (AVG) gedurende het volledige enquêteproces na te leven, vanaf de afname van de enquête tot en met de opstelling van het algemeen verslag en het gebruik van de resultaten om het overheidsbeleid eventueel bij te sturen;
 14. Ervoor te zorgen dat de resultaten van de enquête worden geanonimiseerd;
 15. Op basis van de resultaten van de enquête de belangrijkste bevindingen aan de Gemeenteraad voor te leggen, zodat hiermee rekening kan worden gehouden bij de uitwerking en evaluatie van het gemeentelijk beleid;
 16. Onder voorbehoud van een evaluatie van de eerste editie, de enquête jaarlijks of uiterlijk om de twee jaar te herhalen, zodat de evolutie van de tevredenheid, behoeften en bezorgdheden van de inwoners in de tijd kan worden vergeleken;
 17. De resultaten van deze enquête mee te nemen in de tussentijdse evaluatie van de bestuursperiode en daarnaast het voorstel voor een open ideeënbus voor de inwoners van Ganshoren concreet uit te voeren.

16 M. Beaumont - Groupe OpenMR - Proposition de motion pour la création d'une enquête sur la satisfaction et les préoccupations du personnel communal. (Complémentaire)

LE CONSEIL,

Prend connaissance de la proposition de motion de M. Beaumont du groupe OpenMR :

Chères et chers membres du Collège des Bourgmestre et Échevins,

Chères Conseillères Communales, chers Conseillers Communaux,

Le personnel communal constitue la colonne vertébrale de notre administration et le garant du bon fonctionnement des services publics à Ganshoren. Par leur engagement quotidien, ces femmes et ces hommes assurent une gestion saine, rigoureuse et humaine des compétences locales au bénéfice direct de nos citoyennes et citoyens. Dès lors que le personnel communal endosse un rôle crucial afin de garantir des services de qualité à la population, il est important de pouvoir non seulement écouter mais également comprendre leurs besoins.

Je suis conscient que les membres du personnel communal possèdent déjà des points de contact notamment dans leur service ou auprès des ressources humaines. Cependant, il peut être important de pouvoir centraliser l'ensemble de toutes ces informations provenant de services communaux aussi divers que variés et dont le personnel communal exécute des tâches ne se ressemblant pas. Leurs préoccupations, leurs besoins et leurs suggestions peuvent donc suivre 2 scénarios d'invisibilisation. Le premier scénario est celui où une problématique est propre à un service, ce qui limite la remontée d'informations et empêche sa résolution efficace. Le deuxième scénario est qu'une problématique soit assez commune à chaque service mais que le manque de centralisation de ces informations puisse ne pas suffisamment visibiliser le problème dans sa globalité au niveau hiérarchique nécessaire.

À cet effet, je propose qu'un questionnaire annuel soit distribué à l'ensemble du personnel communal afin de recueillir leurs préoccupations, leurs besoins et leurs suggestions permettant de dresser un rapport mêlant tant du quantitatif via des statistiques concrètes que du qualitatif via les suggestions les plus courantes. Cette enquête serait donc un moyen d'améliorer le bien-être au travail du personnel communal, d'améliorer la qualité des services publics, et de dresser un état des lieux précis tant de chaque service que de l'administration communale de manière générale.

LE CONSEIL,

Considérant la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, qui impose à l'employeur de prendre les mesures nécessaires afin de promouvoir le bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail et de développer une politique de prévention fondée notamment sur l'identification et l'évaluation des risques ;

Considérant le Code du bien-être au travail, qui organise la politique de prévention et de protection des travailleurs et prévoit notamment une approche structurée de l'identification, de l'analyse et de la prévention des risques liés aux conditions de travail ;

Considérant que l'écoute régulière du personnel et l'identification de ses préoccupations, besoins et difficultés peuvent constituer un outil complémentaire permettant à l'employeur d'identifier certaines problématiques organisationnelles ou psychosociales et, le cas échéant, d'envisager des mesures de prévention appropriées ;

Considérant que le personnel communal constitue un acteur essentiel au bon fonctionnement de

l'administration communale et à la qualité des services publics rendus à la population ganshorenoise ;

Considérant que le personnel communal, par leur travail quotidien, leur expertise et leur connaissance du terrain, sont directement confrontés aux réalités, aux difficultés et aux besoins liés à l'organisation des services communaux ;

Considérant que l'amélioration des conditions de travail et du bien-être du personnel communal contribue directement à la qualité, à l'efficacité et à la continuité des services publics ;

Considérant que le dialogue entre l'administration et son personnel constitue un élément important d'une bonne gouvernance et d'une gestion saine des ressources humaines ;

Considérant que les membres du personnel disposent déjà de différents canaux permettant de faire remonter leurs préoccupations, notamment au sein de leur service, auprès de leur hiérarchie ou du service des Ressources humaines ;

Considérant toutefois que ces différents canaux, intrinsèquement liés à l'organisation interne de l'administration, ne permettent pas nécessairement de disposer d'une vision transversale et consolidée des préoccupations exprimées par l'ensemble du personnel communal ;

Considérant qu'une problématique propre à un service particulier peut ne pas être suffisamment identifiée au niveau de l'administration dans son ensemble, alors même qu'elle pourrait nécessiter une réponse ou une réflexion à une échelle plus structurelle et générale ;

Considérant inversement que certaines problématiques communes à plusieurs services peuvent être plus difficilement identifiées lorsqu'elles sont exprimées séparément au sein de différents services et qu'elles ne font pas l'objet d'une analyse centralisée ;

Considérant qu'un dispositif d'écoute annuel et structuré permettrait de compléter les mécanismes de dialogue existants sans se substituer aux échanges entre les membres du personnel, leur hiérarchie et les ressources humaines ;

Considérant qu'une enquête annuelle adressée à l'ensemble du personnel communal permettrait de recueillir, de manière structurée et anonyme, leurs préoccupations, leurs besoins, leurs propositions et leurs suggestions concernant notamment leurs conditions de travail, l'organisation des services et le fonctionnement de l'administration ;

Considérant que l'exploitation des résultats de cette enquête permettrait de disposer à la fois de données quantitatives, au travers de statistiques et d'indicateurs, et de données qualitatives issues des réponses et suggestions formulées par les membres du personnel ;

Considérant qu'une telle démarche permettrait également d'identifier les éventuelles problématiques communes à plusieurs services ainsi que les difficultés spécifiques propres à certains services ;

Considérant qu'un rapport annuel de synthèse permettrait de disposer d'un état des lieux régulier du ressenti du personnel communal et de suivre, dans le temps, l'évolution des principales problématiques identifiées ;

Considérant qu'un tel outil peut contribuer à renforcer le dialogue interne, à améliorer le bien-être au travail, à prévenir certaines difficultés organisationnelles et, plus largement, à améliorer la qualité des services publics proposés aux Ganshorenoises et aux Ganshorenois ;

Considérant que cette démarche s'inscrit dans une volonté de renforcer l'écoute, la participation et la prise en compte de l'expertise du personnel communal dans l'amélioration continue de l'administration ;

Le Conseil Communal charge le Collège des Bourgmestre et Échevins :

- 1) De mettre en place, à partir de l'année 2027, une enquête annuelle auprès de l'ensemble du personnel communal, destinée à recueillir leurs préoccupations, leurs besoins, leurs suggestions et leur perception des conditions de travail ainsi que du fonctionnement de l'administration communale ;
- 2) De garantir le caractère anonyme et confidentiel de cette enquête, afin de permettre à chaque membre du personnel de pouvoir s'exprimer librement et de manière constructive, sans crainte d'identification ou de conséquences individuelles liées à ses réponses ;
- 3) De veiller à ce que cette enquête comporte à la fois des questions quantitatives et qualitatives, permettant notamment d'obtenir des données statistiques comparables d'une année à l'autre, tout en laissant un espace suffisant aux membres du personnel pour formuler librement leurs observations et propositions ;
- 4) D'envoyer cette enquête, notamment en ligne afin de créer des statistiques automatiques, à l'ensemble des fonctionnaires et ouvriers communaux ;
- 5) De charger les ressources humaines de réaliser un rapport annuel sur les problématiques spécifiques, sur les besoins et sur les suggestions des différents services. Ce rapport inclurait également les besoins généraux les plus récurrents, ainsi que la manière dont la commune compte répondre à ces suggestions et besoins les plus cités ;
- 6) De présenter annuellement ce rapport au Conseil communal, dans le respect de la confidentialité et de la protection des données à caractère personnel, et de communiquer au personnel communal les principales conclusions ainsi que, lorsque cela est possible, les suites qui seront données aux problématiques et suggestions identifiées.

Dhr Beaumont - OpenMR - fractie - Motievoorstel betreffende de invoering van een enquête over de tevredenheid en bezorgdheden van het gemeentepersoneel. (Aanvullend)

DE GEMEENTERAAD,

Neemt kennis van het voorstel motie van de heer Beaumont van de groep OpenMR:Geachte leden van het College van Burgemeester en Schepenen,

Geachte gemeenteraadsleden,

Het gemeentepersoneel vormt de ruggengraat van ons gemeentebestuur en staat garant voor de goede werking van de openbare diensten in Ganshoren. Dankzij hun dagelijkse inzet zorgen deze vrouwen en mannen voor een gezond, zorgvuldig en menselijk beheer van de lokale bevoegdheden, ten voordele van onze inwoners. Aangezien het gemeentepersoneel een cruciale rol vervult bij het waarborgen van kwaliteitsvolle dienstverlening aan de bevolking, is het belangrijk om niet alleen naar hun behoeften te luisteren, maar deze ook daadwerkelijk te begrijpen.

Ik ben mij ervan bewust dat de personeelsleden van de gemeente reeds over verschillende aanspreekpunten beschikken, onder meer binnen hun eigen dienst of bij de personeelsdienst. Het kan echter belangrijk zijn om al deze informatie te centraliseren, afkomstig van de uiteenlopende gemeentelijke diensten waar personeelsleden taken uitvoeren die sterk van elkaar verschillen. Hun bezorgdheden, behoeften en suggesties kunnen daardoor op twee manieren onderbelicht blijven.

In het eerste scenario betreft een probleem slechts één specifieke dienst, waardoor de informatie onvoldoende doorstroomt naar het hogere niveau en een doeltreffende oplossing uitblijft. In het tweede scenario doet een probleem zich voor binnen meerdere diensten, maar zorgt het gebrek aan centralisatie van de informatie ervoor dat de omvang van het probleem onvoldoende zichtbaar wordt op het daarvoor aangewezen hiërarchische niveau.

Daarom stel ik voor om jaarlijks een vragenlijst te verspreiden onder het volledige gemeentepersoneel, met als doel hun bezorgdheden, behoeften en suggesties te verzamelen. Op basis daarvan kan een verslag worden opgesteld dat zowel kwantitatieve gegevens, aan de hand van concrete statistieken, als kwalitatieve gegevens, aan de hand van de meest voorkomende suggesties, omvat. Deze enquête zou bijgevolg een middel zijn om het welzijn van het gemeentepersoneel op het werk te verbeteren, de kwaliteit van de openbare dienstverlening te verhogen en een nauwkeurig beeld te schetsen van zowel de afzonderlijke diensten als het gemeentebestuur in zijn geheel.

DE GEMEENTERAAD,

Overwegende de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, die de werkgever verplicht de nodige maatregelen te nemen om het welzijn van de werknemers tijdens de uitvoering van hun werk te bevorderen en een preventiebeleid te ontwikkelen dat onder meer gebaseerd is op de identificatie en evaluatie van risico's;

Overwegende de Codex over het welzijn op het werk, die het preventie- en beschermingsbeleid voor werknemers regelt en onder meer voorziet in een gestructureerde aanpak voor de identificatie, analyse en preventie van risico's die verband houden met de arbeidsomstandigheden;

Overwegende dat regelmatig luisteren naar het personeel en het in kaart brengen van hun bezorgdheden, behoeften en moeilijkheden een aanvullend instrument kunnen vormen waarmee de werkgever bepaalde organisatorische of psychosociale problemen kan identificeren en, indien nodig, passende preventiemaatregelen kan overwegen;

Overwegende dat het gemeentepersoneel een essentiële rol speelt in de goede werking van het

gemeentebestuur en in de kwaliteit van de openbare dienstverlening aan de inwoners van Ganshoren;

Overwegende dat de personeelsleden van de gemeente door hun dagelijkse werkzaamheden, hun expertise en hun kennis van het terrein rechtstreeks worden geconfronteerd met de realiteit, de moeilijkheden en de behoeften die verband houden met de organisatie van de gemeentelijke diensten;

Overwegende dat de verbetering van de arbeidsomstandigheden en het welzijn van het gemeentepersoneel rechtstreeks bijdraagt aan de kwaliteit, de efficiëntie en de continuïteit van de openbare dienstverlening;

Overwegende dat de dialoog tussen het gemeentebestuur en zijn personeel een belangrijk onderdeel vormt van goed bestuur en een gezond personeelsbeleid;

Overwegende dat de personeelsleden reeds over verschillende kanalen beschikken om hun bezorgdheden kenbaar te maken, onder meer binnen hun eigen dienst, bij hun hiërarchische oversten of bij de personeelsdienst;

Overwegende evenwel dat deze verschillende kanalen, die intrinsiek verbonden zijn met de interne organisatie van het gemeentebestuur, niet noodzakelijk toelaten om een overkoepelend en geconsolideerd beeld te verkrijgen van de bezorgdheden die door het volledige gemeentepersoneel worden geuit;

Overwegende dat een probleem dat eigen is aan een bepaalde dienst mogelijk onvoldoende wordt opgemerkt op het niveau van het gemeentebestuur als geheel, hoewel het een antwoord of een reflectie op een meer structureel en algemeen niveau kan vereisen;

Overwegende omgekeerd dat bepaalde problemen die verschillende diensten gemeen hebben, moeilijker kunnen worden geïdentificeerd wanneer ze afzonderlijk binnen de verschillende diensten worden aangekaart en niet centraal worden geanalyseerd;

Overwegende dat een jaarlijks en gestructureerd luisterinstrument de bestaande dialoogmechanismen zou kunnen aanvullen, zonder de uitwisseling tussen personeelsleden, hun hiërarchische oversten en de personeelsdienst te vervangen;

Overwegende dat een jaarlijkse enquête gericht aan het volledige gemeentepersoneel het mogelijk zou maken om hun bezorgdheden, behoeften, voorstellen en suggesties op een gestructureerde en anonieme manier te verzamelen, met betrekking tot onder meer hun arbeidsomstandigheden, de organisatie van de diensten en de werking van het gemeentebestuur;

Overwegende dat de verwerking van de enquêteresultaten het mogelijk zou maken om zowel over kwantitatieve gegevens, via statistieken en indicatoren, als over kwalitatieve gegevens, afkomstig uit de antwoorden en suggesties van de personeelsleden, te beschikken;

Overwegende dat een dergelijke aanpak het bovendien mogelijk zou maken om eventuele problemen die meerdere diensten gemeen hebben te identificeren, evenals moeilijkheden die specifiek zijn voor bepaalde diensten;

Overwegende dat een jaarlijks syntheseverslag een regelmatig overzicht zou bieden van de ervaringen en percepties van het gemeentepersoneel en het mogelijk zou maken om de evolutie van de belangrijkste vastgestelde problemen in de tijd op te volgen;

Overwegende dat een dergelijk instrument kan bijdragen aan een versterking van de interne dialoog, een verbetering van het welzijn op het werk, het voorkomen van bepaalde

organisatorische moeilijkheden en, meer in het algemeen, een verbetering van de kwaliteit van de openbare diensten die aan de inwoners van Ganshoren worden aangeboden;

Overwegende dat deze aanpak aansluit bij de doelstelling om beter te luisteren naar het gemeentepersoneel, hun participatie te versterken en hun expertise meer te betrekken bij de voortdurende verbetering van het gemeentebestuur;

De gemeenteraad draagt het College van Burgemeester en Schepenen op om:

1. Vanaf het jaar 2027 een jaarlijkse enquête te organiseren voor het volledige gemeentepersoneel, met als doel hun bezorgdheden, behoeften, suggesties en percepties van de arbeidsomstandigheden en de werking van het gemeentebestuur in kaart te brengen;
2. Het anonieme en vertrouwelijke karakter van deze enquête te waarborgen, zodat elk personeelslid zich vrij en op een constructieve manier kan uitspreken, zonder vrees voor identificatie of individuele gevolgen op basis van zijn of haar antwoorden;
3. Erop toe te zien dat deze enquête zowel kwantitatieve als kwalitatieve vragen bevat, zodat onder meer statistische gegevens kunnen worden verzameld die van jaar tot jaar vergelijkbaar zijn, terwijl de personeelsleden tegelijkertijd voldoende ruimte krijgen om vrij hun opmerkingen en voorstellen te formuleren;
4. Deze enquête te bezorgen aan alle gemeentelijke ambtenaren en arbeiders, onder meer via een onlinevragenlijst die de automatische verwerking van statistische gegevens mogelijk maakt;
5. De personeelsdienst opdracht te geven om jaarlijks een verslag op te stellen over de specifieke problemen, behoeften en suggesties van de verschillende diensten. Dit verslag omvat eveneens de meest terugkerende algemene behoeften, alsook de wijze waarop de gemeente van plan is tegemoet te komen aan de meest genoemde suggesties en behoeften;
6. Dit verslag jaarlijks voor te leggen aan de Gemeenteraad, met inachtneming van de vertrouwelijkheid en de bescherming van persoonsgegevens, en de belangrijkste conclusies mee te delen aan het gemeentepersoneel, evenals, waar mogelijk, de maatregelen die zullen worden genomen naar aanleiding van de vastgestelde problemen en geformuleerde suggesties.

17 M. Van Damme - Groupe OpenMR - Proposition de motion visant à défendre les intérêts et la santé des Ganshorenois dans le dossier du Survol de Bruxelles (*Complémentaire*)

LE CONSEIL,

Prend connaissance de la proposition de M. Van Damme du groupe OpenMR :

Considérant les déclarations récentes du Ministre fédéral de la Mobilité, M. Jean-Luc Crucke (Les Engagés), proposant d'étudier la possibilité de revenir, via une procédure RNP, à l'ancienne trajectoire d'atterrissage VOR sur la piste 07L ;

Considérant que la date du 31 octobre a été évoquée par le Ministre ;

Considérant que notre commune a été survolée pendant plus de dix ans par l'entremise de cette route dite « VOR 07 L » ;

Considérant que les atterrissages en procédure RNP peuvent se faire tant de jour que de nuit ;

Considérant que le site LUKOIL, classé SEVESO de type 2 et sis à Neder-Over-Heembeek, se trouve sous ce couloir d'atterrissage envisagé ;

Considérant que notre commune a déjà entrepris plusieurs actions afin de lutter contre le survol de Bruxelles de manière générale, et de notre commune en particulier (cf. action en cessation environnementale) ;

Considérant la décision du Conseil communal relative à la motion introduite par le groupe MR en date du 27/06/2024 visant à se doter d'un fonds de réserve financier permettant, le cas échéant, d'introduire un recours en annulation ou en suspension auprès du Conseil d'État, sachant que ce type de procédure est évalué à hauteur de 15.000,00 € ;

Considérant la décision du Conseil communal, dans cette même motion, d'introduire, le cas échéant, auprès du Conseil d'État un recours en suspension et en annulation de la décision d'utiliser la procédure dite « VOR » sur la route empruntée par les avions en direction de Brussels Airport pour y atterrir sur la piste 07L, de jour comme de nuit ;

Considérant la décision du Conseil communal, lors de cette même motion, de demander la suppression totale de la procédure VOR 07L ;

Considérant que le prochain Conseil communal se tiendra après le 31 octobre 2026 ;

DECIDE :

1. De maintenir un fonds de réserve de l'ordre de 15.000,00 € permettant à la commune d'introduire, le cas échéant, un recours en annulation ou en suspension auprès du Conseil d'État si une nouvelle procédure d'atterrissage devait être mise en place ;
2. D'interpeller le Ministre fédéral de la Mobilité quant à l'évolution de ce dossier et de lui demander d'associer la commune de Ganshoren aux études entreprises, notamment au moyen d'un comité d'accompagnement incluant l'Échevine de l'Environnement, le Bourgmestre ainsi qu'un représentant de chaque formation politique siégeant au Conseil communal ;
3. D'interpeller le Ministre régional bruxellois quant au respect des normes de bruit (cf. les sonomètres) ;
4. De revenir dès que possible devant le Conseil communal avec les informations relatives à l'évolution de ce dossier.

Dhr Van Damme - OpenMR - fractie - Voorstel van motie ter verdediging van de belangen en de gezondheid van de inwoners van Ganshoren in het dossier van de overvliegende vliegtuigen boven Brussel (Aanvullend)

DE GEMEENTERAAD,

Neemt kennis van het voorstel van de heer Van Damme van de groep OpenMR:

Overwegende de recente verklaringen van de federale minister van Mobiliteit, de heer Jean-Luc Crucke (Les Engagés), waarin hij voorstelt om de mogelijkheid te onderzoeken om via een RNP-procedure terug te keren naar de vroegere VOR-landingsroute voor baan 07L;

Overwegende dat de minister 31 oktober als datum heeft vermeld;

Overwegende dat onze gemeente gedurende meer dan tien jaar werd overvlogen via deze zogenaamde «VOR 07L»-route;

Overwegende dat landingen volgens de RNP-procedure zowel overdag als 's nachts kunnen plaatsvinden;

Overwegende dat de LUKOIL-site, die is ingedeeld als een SEVESO-inrichting van type 2 en gelegen is in Neder-Over-Heembeek, zich onder deze overwogen landingscorridor bevindt;

Overwegende dat onze gemeente reeds verschillende acties heeft ondernomen om het overvliegen van Brussel in het algemeen en van onze gemeente in het bijzonder tegen te gaan (cf. de vordering tot staking inzake milieuaangelegenheden);

Overwegende de beslissing van de gemeenteraad met betrekking tot de motie die de MR-fractie op 27/06/2024 heeft ingediend en die ertoe strekt een financieel reservefonds aan te leggen om, indien nodig, een beroep tot nietigverklaring of schorsing bij de Raad van State te kunnen instellen, waarbij de kosten van een dergelijke procedure op 15.000,00 euro worden geraamd;

Overwegende de beslissing van de gemeenteraad in het kader van diezelfde motie om, indien nodig, bij de Raad van State een beroep tot schorsing en nietigverklaring in te stellen tegen de beslissing om de zogenaamde «VOR»-procedure toe te passen op de route die vliegtuigen volgen om Brussels Airport te bereiken en er op baan 07L te landen, zowel overdag als 's nachts;

Overwegende de beslissing van de gemeenteraad in het kader van diezelfde motie om de volledige afschaffing van de VOR 07L-procedure te vragen;

Overwegende dat de volgende gemeenteraadszitting pas na 31 oktober 2026 zal plaatsvinden;

BESLIST:

1. Een financieel reservefonds van ongeveer 15.000,00 euro te behouden, zodat de gemeente indien nodig bij de Raad van State een beroep tot nietigverklaring of schorsing kan instellen indien een nieuwe landingsprocedure zou worden ingevoerd;
2. De federale minister van Mobiliteit te interpellieren over de verdere evolutie van dit dossier en hem te verzoeken de gemeente Ganshoren te betrekken bij de uitgevoerde studies, met name via een begeleidingscomité waarin de schepen van Leefmilieu, de burgemeester en een vertegenwoordiger van elke politieke fractie die in de gemeenteraad zetelt, zitting hebben;
3. De Brusselse gewestminister te interpellieren over de naleving van de geluidsnormen (cf. de geluidsmeters);
4. Zo spoedig mogelijk opnieuw voor de gemeenteraad te komen met informatie over de verdere evolutie van dit dossier.